

52227



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---



Distr.  
LIMITEE  
E/ECA/TRADE/88/20  
ECA/MULPOC/NIA/89/XI/21  
18 novembre 1988  
Original: FRANCAIS

---

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre multinational de programmation  
et d'exécution de projets pour  
l'Afrique de l'Ouest (MULPOC, Niamey)

Onzièmes réunions du Comité des experts et  
du Conseil des ministres

Dakar (Sénégal), 6 - 18 février 1989

RAPPORT SUR LES MODELES ALTERNATIFS DES STRUCTURES ET DES  
MECANISMES DU COMMERCE INTERIEUR EN AFRIQUE EN VUE DE LA  
CREATION DE RESEAUX DE DISTRIBUTION ET DES MARCHES  
FINANCIERS PLUS RATIONNELS

## Table des matières

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA PRODUCTION ET DES IMPORTATIONS DESTINEES AU COMMERCE INTERIEUR	3
A. Composition, tendances et importance de la production vivrière	3
1. Produits agricoles alimentaires	5
2. Autres produits vivriers	7
B. Composition de la production industrielle destinée au commerce intérieur	8
C. Importations des biens de consommation	9
CHAPITRE II: SITUATION ACTUELLE DU COMMERCE INTERIEUR	11
A. Structure des opérateurs économiques engagés dans le commerce intérieur	11
B. Distribution	12
1) Organisation	12
2) Facilités de distribution	14
C. Mécanismes de financement du commerce intérieur	16
1) Financement public : politiques et programmes gouvernementaux	16
2) Crédits commerciaux : banques privées et leurs interventions	16
CHAPITRE III: PRINCIPAUX PROBLEMES ET OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERIEUR	18
A. Structure de l'offre: production et importations	18
B. Niveau de la demande	19
C. Organisation du commerce intérieur	19
D. Facilités de distribution	20
E. Financement du commerce intérieur	21



# Table des matières (suite)

CHAPITRE IV: RÔLE DU COMMERCE INTERIEUR DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS AFRICAINS - - - - -	22
A. Incidence sur le processus de développement interne - - - - -	22
B. Impact sur le commerce extérieur africain - - - - -	22
CHAPITRE V: SCHEMAS ALTERNATIFS POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERIEUR - - - - -	24
A. Cadre juridique: mesures législatives et institutionnelles - - - - -	24
B. Structure et mécanisme - - - - -	24
C. Facilitation - - - - -	25
D. Intégration des marchés urbains et ruraux - - - - -	26
PRINCIPALES CONCLUSIONS - - - - -	27

## INTRODUCTION

1. Durant l'ère coloniale, les puissances dominantes ont imposé à la plupart des pays africains des politiques économiques et commerciales axées essentiellement à la satisfaction de leurs propres besoins en produits primaires. C'est ainsi que les entreprises commerciales, qui étaient pour la plupart des filiales des sociétés transnationales, exportaient vers les "Métropoles" des produits bruts agricoles et miniers, et importaient en provenance des mêmes sources des produits finis destinés à la satisfaction des besoins des populations minoritaires, vivant dans des centres urbains, tandis que la production des biens de grande consommation nécessaires à la satisfaction des besoins des populations locales vivant dans des zones rurales presque toutes enclavées, était laissée à l'initiative des producteurs nationaux isolés et démunis des moyens techniques et financiers.

2. Depuis leur accession à l'indépendance politique, la plupart des pays africains ont déployé des efforts visant à changer cette situation, mais certains n'ont pas encore réussi à apporter des changements en profondeur aux structures de production et de commerce intérieur héritées de l'ère coloniale. Il convient cependant de souligner le fait que tous les pays africains sont conscients de l'impérieuse nécessité de faire du commerce intérieur un instrument de développement socio-économique. Lors de leur sommet extraordinaire tenu à Lagos, Nigéria, en avril 1980, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OAU) ont recommandé qu'une attention particulière soit accordée à l'expansion du commerce intérieur de façon à accroître la contribution de celui-ci au développement socio-économique des Etats membres. En juillet 1985, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA ont adopté le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) qui insiste sur la nécessité de développer des circuits intérieurs de distribution et de prendre des dispositions qui s'imposent en vue d'encourager la consommation des produits obtenus localement.

3. Durant la décennie en cours, le secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a conçu et réalisé un programme de travail destiné à aider les Etats membres à mettre en oeuvre les décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement dans le domaine du commerce intérieur. Le présent rapport soumis aux instances des MULPOCs s'inscrit donc dans ce programme et a pour but principal de formuler à l'endroit des gouvernements africains quelques mesures qui, une fois adoptées seraient de nature à contribuer à l'amélioration des conditions dans lesquelles le commerce intérieur s'opère actuellement. Le rapport traite successivement des caractéristiques de la production et des importations destinées



au commerce intérieur, de la situation actuelle de ce dernier, des principaux problèmes et obstacles au développement des échanges intérieurs et du cadre juridique et, enfin, suggère des mesures pratiques pour le développement du commerce intérieur en Afrique.

# CHAPITRE I

## PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA PRODUCTION ET DES IMPORTATIONS DESTINEES AU COMMERCE INTERIEUR

### A. Composition, tendances et importance de la production vivrière

4. L'agriculture est une importante activité dans la majorité des pays africains. Le tableau 1 ci-après renseigne sur le taux de participation au secteur agricole de la population africaine. En 1985, récente année pour laquelle les données sont disponibles, le pourcentage moyen que représentait la population économiquement active par rapport à la population totale était supérieur à 65 p. 100 pour l'ensemble des pays africains.

Tableau 1 : Agriculture dans les économies africaines

Région	Années	Totale	Agricole	Totale	Agricole	culture
Afrique	1965	317	233	132	101	76,4
	1970	361	257	148	110	74,4
	1975	413	283	166	118	71,5
	1980	480	313	189	130	68,7
	1985	555	346	214	140	65,5

Source: FAO, Annuaire de la production, 1985

5. L'agriculture demeure le pilier des économies africaines, puisqu'elle emploie donc plus de 60 p. 100 de la population économiquement active, fournit le gros des produits alimentaires à la population et constitue une source importante d'exportations. Il ressort du tableau ci-dessus que, bien qu'élévée, la part de la population économiquement active dans le secteur agricole n'a cessé de diminuer depuis 1965, passant de 76 p. 100 en 1965 à 65 p. 100 en 1985. Parmi les raisons qui expliquent cette tendance, on peut citer, entre autres, l'exode rural, phénomène qui s'accroît régulièrement dans la plupart des pays africains. Cependant quelques pays continuent à enregistrer un taux d'occupation élevé dans le secteur rural: c'est le cas du Burundi, du Rwanda, du Burkina Faso, du Mali, des Comores, du Mozambique, du Niger, de la Tanzanie et de l'Ouganda qui, en 1985, ont obtenu un taux supérieur à 80 p. 100 de la population employée dans le secteur agricole.



6. La production agricole des pays africains a, quant à elle, accusé de sensibles fluctuations. En effet, selon les données de la FAO reproduites dans le tableau 2 ci-dessous, cette production a augmenté de 1,83 p. 100 en 1984, de 7,35 p. 100 en 1985 et de 3 p. 100 en 1986 alors que le taux annuel moyen cumulé de croissance était de 2,31 p. 100 au cours de la période 1980-1986. En outre, les performances du secteur agricole qui ont prévalu ces récentes années se sont situées en dessous du potentiel réel du secteur dans la mesure où la production agricole du continent continue d'être handicapée par un certain nombre de facteurs défavorables dont la dégradation des terres arables, l'insuffisance ou le manque d'intrants, les aléas climatiques, l'absence de crédits agricoles substantiels et l'insuffisance de l'encadrement des cultivateurs. En effet, il convient de relever le fait que les produits agricoles surtout vivriers, sont cultivés par les cultivateurs de subsistance; rares sont effectivement ceux qui se consacrent exclusivement à la production agricole alimentaire qui est destinée au commerce soit intérieur soit extérieur. En plus, le gros de la production vivrière relève des petits exploitants qui n'utilisent que des instruments de production rudimentaires et qui n'emploient que très peu d'engrais. Outre qu'ils continuent à favoriser la production des cultures de rapport, certains gouvernements africains disposent d'un nombre limité de techniciens agricoles capables d'encadrer des cultivateurs qui sont par ailleurs peu rompus aux techniques agricoles modernes et qui consistent essentiellement en main-d'oeuvre féminine. Tous ces facteurs débouchent sur une insuffisance de la production et de l'échange.

Tableau 2 : Taux de croissance de la production agricole, par sous-région

Sous-région	1984	1985	1986	1980-1986
Afrique du Nord	-1,01	10,03	2,95	2,73
Afrique de l'Ouest	7,41	8,84	1,05	2,50
Afrique du Centre	3,06	4,25	2,43	1,40
Pays des Grands Lacs	-2,22	3,62	2,65	2,30
Afrique de l'Est et Afrique australe	-0,04	5,11	5,18	-1,12
Pays africains en développement	1,83	7,37	3,00	2,31

Sources: "Exponential Growth Rates", imprimés mécanographiques de la FAO, Rome, 5 décembre 1986 E/ECA/CM.13/3, p. 67.

7. On ne saurait faire une quelconque analyse du commerce intérieur sans faire ressortir l'objet même de celui-ci. Dans les paragraphes suivants on essayera d'identifier les principaux produits agricoles qui font l'objet des échanges intérieurs de l'Afrique. L'analyse des informations publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) 1/ permet de dégager des produits susceptibles de faire l'objet du commerce intérieur.

1) Produits agricoles alimentaires

8. Les principales cultures obtenues dans les différentes sous-régions du continent sont dictées par les conditions qui y sévissent; c'est-à-dire que la production vivrière de l'Afrique est sujette à des fluctuations dues principalement aux aléas climatiques; en outre, l'action des gouvernements est de nature à influencer aussi bien la gamme que le volume des produits agricoles alimentaires. Selon le récent rapport de la CEA 2/, la production agricole alimentaire s'est considérablement améliorée en 1985 dans bon nombre de pays africains grâce essentiellement aux bonnes conditions climatiques dont a bénéficié la région. Dans les paragraphes qui suivent, on essayera d'indiquer les principaux produits alimentaires qui constituent la base du commerce intérieur.

9. En Afrique de l'Ouest, on peut distinguer trois groupes de "profils de la production agricole alimentaire" à savoir:

- a) les pays producteurs de riz paddy qui sont: Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Nigéria et Sierra-Leone qui, en 1985, ont produit 35 p. 100 de la production totale du riz africain contre 30 p. 100 en 1979-1981 3/;
- b) les pays producteurs de racines et tubercules: Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Nigéria qui en 1985 ont récolté plus de 44 p.100 de la récolte totale africaine; 4/
- c) les pays producteurs de céréales: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo

1/ Source: Annuaire FAO de la production, vol. 39.

2/ Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986, E/ECA/CM.13/3.

3/, 4/, 5/ Source: Calculé selon les données de l'Annuaire FAO de la production, Vol. 39.



dont la récolte de 1985 a dépassé 20 millions de tonnes métriques 5/. Cette importance relative de la production agricole alimentaire de l'Afrique de l'Ouest ne signifie pas que tous les pays ont régulièrement enregistré une croissance de leurs productions agricoles alimentaires. La production de racines et tubercules du Ghana a par exemple chuté en 1985 par rapport à 1984, se situant à 3823 tonnes métriques en 1985 contre 5693 tonnes l'année précédente.

10. Pour l'Afrique de l'Est et australe tout comme dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, le secrétariat de la CEA s'est servi de l'Annuaire FAO de la production pour dégager le "profil de la production agricole alimentaire". Les pays faisant partie de la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe produisent essentiellement les céréales comprenant le maïs, le blé, le mil et le sorgho, le riz paddy, ainsi que les légumineuses et les tubercules. Parmi les principaux producteurs de céréales, on trouve l'Ethiopie dont les principales productions céréales sont constituées de maïs et de sorgho, le Kenya et le Malawi qui cultivent également le maïs, l'Ouganda et la Zambie qui produisent le sorgho, le maïs et le blé de même que Madagascar dont la culture de riz constitue un filet de sécurité pour l'économie malgache. Les principaux producteurs de légumineuses sont l'Ethiopie, le Kenya, le Malawi, la Tanzanie et l'Ouganda. On trouve des cultures de racines et tubercules dans les campagnes des pays suivants: Madagascar, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie et l'Ouganda. A part le Malawi qui, dans la catégorie des racines et tubercules, ne produise que des patates douces, tous les autres pays précités cultivent du manioc. Madagascar produit également des patates douces.

11. Voyons maintenant les principaux produits vivriers qui sont localement obtenus dans les pays de l'Afrique centrale. Les racines et tubercules constituent la principale culture vivrière des pays de l'Afrique centrale. Il convient de faire remarquer que la culture du manioc occupe une place privilégiée dans l'agriculture du Cameroun et du Zaïre et que les céréales poussent essentiellement dans les pays membres de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL).

12. S'agissant de l'Afrique du Nord, l'essentiel des productions agricoles alimentaires est constitué de grains (blé, maïs et sorgho) et de quelques fruits (dates, citrons et olives) qui sont principalement cultivés en Algérie, en Egypte, au Maroc et au Soudan. On trouve également dans la sous-région de faibles quantités de légumineuses ainsi que des betteraves de sucre qui sont cultivées en Algérie, en Egypte, au Maroc et en Tunisie.

2) Autres produits vivriers

13. On ne peut identifier les produits vivriers faisant l'objet du commerce intérieur africain sans y inclure les produits de l'élevage et les produits de la pêche, du fait que les consommations alimentaires ne sont pas uniquement à base végétale. L'élevage occupe dans l'économie africaine une place non négligeable. Dans la plupart des pays, l'élevage est pratiqué selon le système traditionnel et les principaux types d'élevage concernent les bovins, porcins, ovins, caprins et volailles. Ainsi selon les statistiques fournies par la FAO 6/ presque tous les pays africains produisent par conséquent de la viande, et les principaux producteurs sont l'Egypte, l'Ethiopie, le Kenya, Madagascar, le Maroc, le Nigéria et la Tanzanie qui en 1986, ont à eux seuls, totalisé 82 p. 100 du volume de la production totale de la viande. Mais selon la même source, l'on note un faible accroissement pendant la période considérée qui tient à un certain nombre de facteurs qui sont essentiellement de caractère institutionnel, technique ou physique selon les pays. En effet, les difficultés auxquelles donnent lieu la production de l'élevage ont trait à l'action néfaste de la sécheresse, aux différentes maladies qui frappent le cheptel africain, à l'insuffisance numérique des stations de recherche et à la faiblesse des investissements destinés à la lutte contre les maladies et parasites, au forage des points d'eau et à l'amélioration des pâturages. Les activités de la pêche, qui sont encore loin de correspondre à ce qu'elles devraient être, procurent des produits pour le marché local, l'exportation et l'autoconsommation. La pêche en Afrique revêt deux principales formes: la pêche industrielle et la pêche traditionnelle. La pêche industrielle est pratiquée par des sociétés disposant des équipements modernes pour la pêche à grande échelle, la conservation et le traitement; leurs produits sont généralement destinés à l'exportation. Quant à la pêche traditionnelle, elle est pratiquée dans les lacs, rivières et étangs par des pêcheurs individuels ne disposant qu'un filet en fil de nylon ou mieux d'une pirogue. Il va de soi qu'aussi longtemps que cette activité sera entreprise avec des moyens rudimentaires parfois sur des territoires éloignés, la production de cette pêche s'accroîtra difficilement et sera destinée pour longtemps à l'approvisionnement journalier du marché local.

6/ Source: Annuaire FAO de la production, vol. 39.



B. Composition de la production industrielle destinée au commerce intérieur

14. Mise à part la production minière, qui n'intéresse directement pas cette étude puisqu'elle est orientée vers les marchés des pays développés, la production industrielle des pays africains présente à divers égards des caractéristiques semblables. De prime abord il convient d'indiquer que l'accession à l'indépendance politique n'a pas encore permis d'apporter des changements radicaux aux structures de production industrielle: les industries extractives demeurent prédominantes et sont confiées pour la plupart aux sociétés étrangères - transnationales. En outre la transformation à l'extérieur des matières premières agricoles occupe les populations étrangères qui, en retour, déversent sur le continent africain des produits industriels finis. Ce type d'industries extractives constitue un pôle de développement. Mais en effet la création et/ou le renforcement des agglomérations autour de ces activités industrielles entraîne des disparités entre les zones rurales et les zones urbaines. L'investisseur étranger se soucie peu de décentraliser ses activités industrielles; il a plutôt hâte de tirer profit des infrastructures existantes pour accroître immédiatement son bénéfice. En outre la forte concentration des revenus entre les mains étrangères ne permet pas de contribuer positivement au processus de croissance économique du fait de l'évasion des capitaux. Il en résulte que la majorité des populations autochtones se contente des activités agricoles et participe fort peu aux activités industrielles. Parmi les branches industrielles qui se sont développées depuis l'indépendance et qui intéressent le plus le marché intérieur, on peut citer les industries légères ou industries de biens de consommation. La prééminence des industries de biens de consommation en Afrique reflète la situation qui prévalait juste après l'indépendance. En effet la plupart des pays africains, ont, après l'indépendance, entamé leur développement économique avec une structure industrielle faible. Jusqu'à nos jours la part des industries de biens de consommation est importante. En 1985, selon les publications de la CEA <sup>7/</sup>, la part de ces industries dans le total de la valeur ajoutée du secteur manufacturier a été de 68,4 p. 100 pour le Nigéria, 62,8 p. 100 pour le Cameroun, de 79,4 p. 100 pour l'Ethiopie, de 41,4 p. 100 pour le Kenya, de 66 p. 100 pour la Zambie et de 53,4 p. 100 pour le Zimbabwe. La branche des produits alimentaires, des boissons, du tabac, de textile et du cuir est demeurée la plus importante de l'industrie manufacturière en 1985. Le traitement des aliments produits localement au Zimbabwe a représenté 25 p. 100 de la production du secteur industriel; en Gambie, le traitement de l'arachide et du poisson a représenté

<sup>7/</sup> Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1987-1986 (E/ECA/CM.13/4).

75 p. 100 de la valeur ajoutée du secteur industriel. Il convient cependant de noter que leur croissance n'est pas à la mesure de celle de la demande; l'accroissement des importations des biens de consommation industriels tient à un certain nombre de facteurs dont (i) la limitation de certains intrants indispensables dans le processus de production tels les emballages, les colorants et conservateurs de toute sorte, (ii) l'utilisation limitée des usines par rapport à la capacité installée et de leur mauvaise gestion; à cela il faudrait ajouter le choix technologique inadéquat et la négociation souvent désavantageuse du transfert de la technologie. En bref, tous ces facteurs - concentration des unités de production industrielle dans les zones urbaines, coûts élevés d'approvisionnement des matières premières agricoles dans les zones rurales, sous-utilisation de la capacité industrielle-débouchent sur une incompensation des coûts de production qui provoquent les prix à la consommation et découragent la demande intérieure.

#### C. Importations des biens de consommation

15. Les importations des produits de consommation répondent généralement au souci de suppléer aux insuffisantes productions nationales. Dans le secteur agricole, les pays africains, à quelques exceptions près, ont durant les dernières années accusé de déficits vivriers, surtout céréaliers, ce qui prouve l'existence d'une demande locale à satisfaire. Face à cette stagnation de l'offre intérieure en produits de consommation, l'Afrique est appelée, non seulement à payer cher les importations de denrées alimentaires mais également à compter sur l'aide des pays développés. Les insuffisances de la production vivrière, les habitudes alimentaires des populations locales ainsi que la politique commerciale sont des éléments déterminants de la nature et de l'importance des importations des biens de consommation. Le commerce de produits manufacturés, y compris les biens de consommation, des pays africains présente également un déficit de la balance commerciale; l'ampleur de ce déficit est démontrée dans le tableau ci-après:



Tableau 3

Commerce de produits manufacturés des pays africains

(en millions de dollars)

	Exportations		Importations		Balance commerciale	
	1981	1985	1981	1985	1981	1985
Afrique du Nord	2102	2140	24884	22893	-22782	-20753
Afrique de l'Ouest	937	573	21240	12911	20277	-12338
Afrique du Centre	657	822	3226	3147	-2569	-2325
Afrique de l'Est et Afrique australe	2428	2095	8008	6177	-5580	-4082
Total	6161	5630	57358	45128	-51197	-39498

Source: Secrétariat de la CEA, E/ECA/CM.13/3.

## CHAPITRE II

### SITUATION ACTUELLE DU COMMERCE INTERIEUR

16. Le commerce intérieur d'un pays peut se définir comme étant un ensemble d'activités destinées à assurer l'échange de marchandises et de services entre un producteur et un consommateur donnés. Il joue donc le rôle d'établir un lien direct entre deux agents économiques. Cette fonction ne peut être remplie qu'à la condition que certaines facilités existent; c'est ainsi que les voies de communication et de transport, les moyens financiers ainsi que des opérateurs commerciaux s'avèrent indispensables au bon déroulement du commerce intérieur. Le présent chapitre est donc consacré à l'analyse des conditions dans lesquelles le commerce intérieur a généralement lieu en Afrique.

#### A. Structure des opérateurs économiques engagés dans le commerce intérieur

17. La présente section a pour objet d'identifier les principaux opérateurs commerciaux qui interviennent généralement dans le commerce intérieur africain. Il convient de faire remarquer d'emblée que le commerce intérieur relève soit du secteur privé dans les pays à économie de marché soit du secteur étatisé dans les pays à économie centralement planifiée. On essaye dans cette section d'étudier donc les structures du commerce privé et celles du commerce d'Etat. Dans le secteur privé, il existe, à des degrés divers, trois principaux types d'opérateurs commerciaux: i) les particuliers (nationaux et étrangers); ii) les coopératives de commercialisation; et iii) les sociétés para-étatiques. Les commerçants traditionnels autochtones interviennent dans le commerce des produits agricoles obtenus localement et de certains produits importés destinés à la consommation. Les sociétés commerciales étrangères étant pour la plupart des sociétés filiales des entreprises transnationales exercent leurs activités dans l'import-export, le commerce de gros installé dans les centres urbains. Les coopératives de commercialisation, formées par des nationaux, s'occupent du commerce des produits agricoles. C'est après avoir constaté que l'offre des produits était souvent dispersée que les pouvoirs publics ont pris des mesures tendant à encourager le regroupement de commerçants; mais le degré de développement de ce mouvement coopératif dépend de pays en pays. La distribution de certains produits, obtenus localement ou importés, surtout de consommation courante est réservée aux sociétés paraétatiques. Depuis l'indépendance, on a enregistré dans certains pays la prolifération d'intermédiaires, constitués en majorité de commerçants nationaux, à mi-chemin entre le producteur ou importateur et le consommateur final ainsi que



la spécialisation de commerçants nationaux dans un domaine particulier. Pour mieux cerner le rôle dévolu à chaque intermédiaire, il importe de préciser la structure des marchés sur lesquels il intervient; ceci nous amène à traiter dans la section qui suit de la distribution des produits au plan intérieur.

## B. Distribution

### 1) Organisation

18. La distribution peut se définir comme étant une fonction commerciale qui a pour but de mettre à la disposition des consommateurs/utilisateurs finals des biens obtenus localement et/ou importés. L'analyse des circuits de distribution peut se faire sous deux points de vue:

- a) Les formes de la distribution selon les types d'exploitation, à savoir les commerces de gros, les commerces de détail et les coopératives;
- b) les moyens qui sont mis à la disposition des distributeurs (transport, entreposage et stockage)

#### i) Commerce de gros

19. Le grossiste n'a pas pour mission de vendre directement à un consommateur ou utilisateur, mais plutôt à un intermédiaire qui peut être un détaillant ou un demi-grossiste. Etant donné que le commerce nécessite d'énormes investissements en matériel, équipements de transport, d'entreposage et de stockage, ce sont les sociétés commerciales étrangères, possédées ou gérées en Afrique par des ressortissants Grecs, Libanais venant du sous-continent indien, qui tiennent ce type de commerce dans les centres urbains. Leur intervention porte essentiellement sur des biens importés ou manufacturés localement. Les commerçants particuliers pratiquent ce commerce mais sont fort limités par le manque de moyens financiers adéquats. L'absence de commerce de gros dans les principales zones de production et de consommation provoque un allongement des circuits de distribution due à la prolifération des intermédiaires et une hausse des prix préjudiciable au consommateur final.

#### ii) Commerce de détail

20. Les détaillants s'approvisionnent auprès des grossistes nationaux et étrangers et, comme le nom l'indiquent, livrent au consommateur. Il arrive cependant que les grossistes/manufacturiers disposent de leurs propres réseaux de distribution en détail: c'est le cas des fabricants des

boissons alcoolisées ou non alcoolisées dans la plupart des pays africains. D'autre part, certains détaillants se permettent de vendre en demi-gros. Ce cumul de fonction s'exerce surtout dans les zones rurales qui sont souvent peu desservies. Cette situation a amené les pouvoirs publics à exercer un contrôle strict de la fonction commerciale dans l'intérêt du consommateur.

### iii) Intervention des pouvoirs publics

21. Les mesures que les pays africains ont prises à cet égard s'inscrivent dans le cadre de leurs systèmes économiques respectifs. C'est ainsi que certains ont carrément créé des mécanismes de contrôle direct de la distribution et que d'autres ont adopté des mesures de facilitation des activités commerciales des agents privés. En ce qui concerne l'appui institutionnel, la plupart des pays africains ont mis en place des instances tels les ministères ou départements de ministères qui sont chargés d'orienter et réglementer le commerce intérieur. Maints pays ont révisé des textes juridiques réglementant le commerce intérieur en vue de réorganiser et assainir les circuits commerciaux internes. A titre d'exemple, on citera le cas du Niger qui, en 1984, a mis au point des textes réorganisant le secteur du commerce intérieur. Depuis 1975, le gouvernement éthiopien a réglementé de fond en comble l'accès au commerce par les privés et l'intervention du secteur public dans la distribution. En matière d'accès à la profession commerciale, les gouvernements africains réglementent généralement l'accès à la profession pour les étrangers et l'accès à la profession de grossiste en fixant par exemple la capacité maximale de stockage. A titre d'illustration, en Ethiopie, le capital maximum autorisé par commerce est soumis à un plafond de 100 000 et 150 000 dollars <sup>8/</sup> selon qu'il s'agit d'un commerce de détail ou de gros; l'obtention d'une licence est exigée à partir d'un capital de 500 dollars. On a par contre noté que dans la plupart des pays les textes ne réglementent pas le cumul de profession de grossistes et de détaillant. En ce qui concerne la réglementation des prix, on a constaté ce qui suit : les politiques de prix au producteur adoptées par divers gouvernements africains concernent principalement les produits agricoles en favorisant parfois les cultures industrielles au détriment des cultures vivrières sans parfois consulter les premiers intéressés que sont les agriculteurs. Dans la plupart des pays, le prix des produits manufacturés localement est souvent soumis à homologation avant la vente; cette action est accompagnée des mesures de contrôle des prix qui sont exercées par des services administratifs; mais lorsqu'il y a pénurie, le contrôle n'est pas renforcé d'où manque d'efficacité de ces mesures.

<sup>8/</sup> Structure du commerce intérieur: Rapport de synthèse dans cinq pays d'Afrique, E/ECA/TRADE/84 p.11.



## 2) Facilités de distribution

22. Dans cette section, on essaie d'analyser brièvement les facilités qui sont offertes aux distributeurs des marchandises en Afrique. Ces facilités concernent les modes de transport en vigueur dans la région ainsi que les facilités d'entreposage et de stockage.

### a) Transports

23. Les moyens de transport sont indispensables pour mener le produit du producteur et/ou de l'importateur au consommateur. Les modes de transport interne qui sont utilisés en Afrique sont généralement les transport routiers, ferroviaires, lacustres, fluviaux et aériens. Le mode de transport routier est le plus utilisé; on constate néanmoins que, du fait que les routes sont construites essentiellement pour relier les grands centres urbains, une grande partie du territoire national demeure enclavée et inaccessible et que le réseau routier n'est pas praticable durant la saison de pluies; ce qui rend plus compliquée l'évacuation des produits disponibles surtout dans les zones rurales vers les marchés nationaux. Les transporteurs modernes, disposant d'un matériel de transport adéquat sont installés dans les centres urbains ou dans des centres régionaux tandis que les transporteurs traditionnels opèrent dans les zones rurales. Ceux-ci sont constitués de piétons, et d'ânes ou chameaux transportant les produits sur la tête ou dans les charrettes à traction animale et ne peuvent vendre que dans les marchés de village les plus proches. Des efforts louables ont été certes déployés par les pays africains, tels que le Kenya, le Zimbabwe, l'Ethiopie etc; en vue de développer des voies d'accès rurales de façon à permettre l'accessibilité dans ces zones et induire des effets de développement socio-économique. Les Transports ferroviaires sont généralement utilisés pour le déplacement de lourdes marchandises sur de longues distances: en effet, le chemin de fer demeure tel qu'il a été conçu sous l'ère coloniale; il sert à évacuer les produits primaires agricoles et miniers vers les centres urbains, portuaires ou vers les aéroports; il joue par conséquent un rôle secondaire dans la distribution interne des marchandises. Malgré l'intervention de l'Etat dans le secteur par le biais des sociétés nationales de chemins de fer, le réseau ferroviaire se développe fort lentement; en plus, certains pays ne disposent pas encore de chemins de fer. Les transports par voies d'eau intérieures comprennent les fleuves et les lacs. Il existe plusieurs fleuves en Afrique: le Niger, le Zaïre, le Nil, la Zambèze etc., qui malheureusement se prêtent difficilement à la navigation du fait de l'irrégularité du débit. Etant donné le matériel utilisé

sur les fleuves, à savoir la pirogue, ce système de transport ne peut constituer une voie importante pour la distribution interne des marchandises en Afrique. Certains lacs et fleuves sont par contre utilisés pour les échanges extérieurs du pays concerné: c'est le cas, entre autres, du lac Tanganyika et des fleuves Congo-Zaire et Oubangui. Les transports maritimes qui, normalement desservent le commerce extérieur des pays africains, ne présentent un intérêt réel pour le commerce intérieur que dans la mesure où les installations existantes au port d'accueil ainsi que les facilités d'arrivée sont de nature à accélérer l'importation des biens de consommation destinés aux populations locales. En ce qui concerne les transports aériens on peut dire que malgré l'existence des aéroports dans bon nombre de pays africains, ce mode de transport est rarement utilisé pour le commerce intérieur du fait qu'il est considéré coûteux. Il pourrait néanmoins aider certains pays africains dont la superficie est étendue à désenclaver les régions intérieures en mettant à leur disposition certains biens de première nécessité comme les produits agricoles périssables et les produits pharmaceutiques.

b) Facilités d'entrepôt et de stockage

24. Des entrepôts sont installés par l'Etat dans les zones de production lorsque celui-ci intervient dans la commercialisation des produits agricoles alimentaires ou d'autres produits vivriers tels que les produits de la pêche. Les paysans ne disposent pas des mêmes facilités: leurs produits sont en général entassés dans des locaux de fortune, dans les coins des maisons d'habitation ou tout simplement en plein air, à la merci des intempéries, ce qui aggrave les pertes sur récolte. Il arrive que les agriculteurs financent eux-mêmes des greniers collectifs. En ce qui concerne les produits importés et/ou obtenus localement les distributeurs disposent des entrepôts concentrés dans les zones portuaires, en cas d'importation, ou dans les zones de production, en cas de fabrication locale. En ce qui concerne les facilités de stockage, la plupart des pays africains disposent de quelques silos à grains installés surtout dans les zones urbaines et généralement appartenant aux organismes publics d'intervention dans la commercialisation des produits céréaliers; mais cette intervention publique en matière de stockage de produits vivriers n'a pas encore atteint le degré de développement nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire. Mais d'une manière générale on constate que les gouvernements africains favorisent les investissements en matière de stockage plus dans les zones urbaines que dans les zones rurales.



### C. Mécanismes de financement du commerce intérieur

#### 1) Financement public: politiques et programmes gouvernementaux

25. Parmi les autres mécanismes de facilitation du commerce, le financement du commerce occupe une place privilégiée. La présente section essaie de relever les différentes formes de financement du commerce intérieur africain. C'est par le biais des programmes d'investissements publics que l'Etat finance le commerce intérieur. Dans le secteur agricole, l'Etat a souvent planifié et financé des projets visant à l'autosuffisance alimentaire; mais la part des investissements portés aux projets agricoles d'exportation porte préjudice aux autres produits vivriers qui intéressent directement le commerce intérieur. Dans le secteur industriel, les investissements publics dans la plupart des pays africains ont semblé beaucoup tenir compte des besoins des marchés intérieurs; on citera à titre d'illustration les financements des industries agro-alimentaires et des industries textiles. L'Etat ne limite plus seulement ses interventions aux financements des secteurs productifs des biens destinés au commerce intérieur; il assiste également les agriculteurs et petits commerçants. Ayant constaté que ceux-ci accèdent difficilement aux crédits commerciaux, l'Etat a mis en place des institutions de crédit agricole, telles que les Caisses nationales de crédit agricole, destinées à subvenir aux besoins urgents des agriculteurs en matière de financement et a essayé d'encourager les banques nationales de développement économique à octroyer des crédits aux agriculteurs et petits commerçants.

#### 2) Crédits commerciaux: banques privées et leurs interventions

26. On a généralement constaté que le système bancaire n'est pas de nature à stimuler le développement du commerce intérieur en Afrique. En effet, les banques privées qui opèrent dans la plupart des pays africains appartiennent aux sociétés-mères qui sont installées dans les métropoles et qui, par voie de conséquence, ne s'intéressent qu'au financement des commerces d'exportation et d'importation que tiennent souvent les opérateurs commerciaux étrangers et quelques nationaux aux moyens financiers suffisants. Il arrive parfois que le secteur bancaire privé octroie du crédit aux institutions para-publiques qui se chargent de la commercialisation des produits agricoles. Des crédits de campagne leur sont régulièrement octroyés. Dans le paragraphe précédent, on a mentionné que l'Etat vient en aide aux agriculteurs et petits commerçants en matière de financement

de leurs opérations. En effet ce groupe d'opérateurs économiques n'a pas facilement accès aux crédits commerciaux du fait que les garanties exigées par ces institutions bancaires privées sont supérieures à ce qui peut être demandé pour de telles activités commerciales; en outre, les banques commerciales privées n'octroient principalement que des crédits à très court terme qui ne peuvent s'adapter aux variations saisonnières de la production. Face à cette situation, il a été constaté que certains opérateurs commerciaux auto-financent leurs activités ou recourent à d'autres sources de financement informelles, telle la "tontine". Selon les informations reçues au secrétariat de la CEA, au Sierra Leone, 80 p. 100 des opérateurs commerciaux auto-financent la création de leur entreprise; la majorité des commerçants camerounais recourent à des "tontines" tandis qu'au Sénégal, les banques commerciales s'intéressent au commerce extérieur et la Banque nationale de développement n'octroie que 2 p. 100 de crédit au secteur commercial. Le crédit commercial en Ethiopie est octroyé en priorité aux coopératives.



### CHAPITRE III

#### PRINCIPAUX PROBLEMES ET OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERIEUR

27. Le présent chapitre sera consacré à une analyse succincte des problèmes et obstacles qui entravent le développement du commerce intérieur africain.

##### A. Structure de l'offre : production et importations

28. L'importance de l'agriculture dans les économies des pays africains a été démontrée dans un chapitre précédent; il a été également fait mention de l'insuffisance de la production vivrière destinée au commerce intérieur africain. Cette section essaie de mettre en exergue les points saillants communs qui soient susceptibles d'expliquer ce phénomène. Le premier facteur à relever tient à la nature même des économies agricoles africaines. Il importe de rappeler ici que les systèmes coloniaux s'étaient assigné comme premier objectif le développement des cultures d'exportation destinées à satisfaire les besoins des pays colonisateurs. Après leur accession à l'indépendance, les pays africains n'ont pas radicalement changé les structures de production héritées de cette ère coloniale; ils ont continué à favoriser les cultures de rapport en faisant appel à de nouveaux facteurs de production dans le but d'accroître les recettes en devises indispensables au règlement des importations et à l'exécution de projets de développement; mais les rentrées en devises et les apports extérieurs ont été continuellement insuffisants si bien que le volume des investissements dans le secteur agricole n'a pas encore accusé un accroissement substantiel. En effet, selon la publication de la CEA<sup>9/</sup> "les ressources allouées ont généralement été insuffisantes et la part des investissements publics intérieurs affectée au secteur agricole est le plus souvent restée bien en-deçà des 20-25 p. 100 recommandés dans le Plan prioritaire de redressement économique de l'Afrique." Cette politique a eu pour effet de reléguer au second plan le développement des produits vivriers devant satisfaire la demande intérieure des populations locales. Un autre facteur explicatif de l'insuffisance de la production vivrière a trait au système productif agricole en vigueur dans la plupart des pays africains. En effet, la terre est cultivée par de petits exploitants qui utilisent des instruments de production rudimentaires et qui emploient peu d'engrais. Ce dur labeur amène le cultivateur à se contenter des récoltes de subsistance, à rechercher occasionnellement des excédents commercialisables et à se désintéresser progressivement du travail des champs. L'exode rural s'en trouve accéléré. En outre une partie importante de la population rurale pratique le troc. C'est dire que le secteur-échange de l'économie rurale africaine s'insère difficilement dans le secteur monétaire moderne. D'autres problèmes se posent également au paysan; en effet celui-ci est souvent contraint de

<sup>9/</sup> Source: Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986, E/ECA/CM.13/3 p. 89.

s'informer lui-même de l'existence des marchés pour ses produits : il appréhende difficilement la demande effective et potentielle pour ses biens. Cette absence d'organisation adéquate de la commercialisation des produits de consommation influe sur le volume des biens échangés au plan intérieur.

#### B. Niveau de la demande

29. On a constaté dans le paragraphe précédent que la production alimentaire n'est pas nécessairement fonction de la demande à satisfaire et que des apports extérieurs en termes d'importations ou d'aides alimentaires palliaient cette insuffisance. Quelle est la structure de la demande intérieure dans les pays africains ? Deux facteurs majeurs déterminent la demande tant de produits obtenus localement tant de biens importés, à savoir le niveau de revenus et les habitudes alimentaires des consommateurs. Le dualisme économique qui caractérise les économies africaines se retrouve même au niveau de la consommation des populations locales. On note une nette différence de pouvoir d'achat moyen et d'habitudes alimentaires entre les zones urbaines et les zones rurales. Ces différences sont de nature à entraver les échanges interzonaux et les échanges interdépartementaux. En outre, la dimension et la structure des marchés, surtout dans les zones rurales, évoluent très lentement. En effet, plusieurs années après l'indépendance, on continue à constater que, dans les zones rurales, les échanges locaux et interdépartementaux demeurent faibles et portent essentiellement sur les produits agricoles alimentaires qui sont obtenus localement, suivis de quelques biens manufacturés de consommation tels que les savons, les engrais et les vêtements; dans certains pays on enregistre progressivement un changement d'habitudes de consommation en faveur de quelques biens importés tels que le riz et autres céréales. Dans les zones rurales, une partie du surplus commercialisable s'achemine vers des centres urbains qui sont proches. La demande est plus diversifiée et importante dans les centres urbains où il existe une plus vaste échelle de revenus, une variété d'habitudes de consommation ainsi qu'un système de distribution plus dense. En effet sur des marchés réguliers des centres urbains s'écoulent la majeure partie des produits manufacturés localement ou importés et quelques produits du cru des zones rurales.

#### C. Organisation du commerce intérieur

30. Dans les sections précédentes, on a traité entre autres de l'organisation proprement dite du commerce intérieur en fonction des systèmes économiques en vigueur dans les pays africains. On a démontré que le nombre et le type d'opérateurs économiques intervenant dans ce secteur dépendaient précisément des systèmes économiques. Dans les pays africains à économie de marché, les pouvoirs publics interviennent pour réglementer les fonctions de chaque catégorie d'opérateurs dans le système commercial national. Il arrive cependant que certains gouvernements ne prennent pas les mesures réglementaires qui s'imposent dans ce domaine. C'est ainsi que l'on n'arrive pas à constater une barrière nette entre grossiste, semi-grossiste et détaillant. Dans certains pays, bon nombre d'opérateurs commerciaux cumulent les fonctions de grossiste, de demi-grossiste et de détaillant. Cette situation suscite une spéculation dans la distribution entraînant une hausse de prix préjudiciable au



consommateur. D'autre part, certains gouvernements ne prennent pas l'initiative d'encourager le regroupement de commerçants; c'est ainsi que l'on trouve difficilement des organisations professionnelles de commerçants dont la mission serait d'engager, en étroite collaboration avec les pouvoirs publics, des actions cohérentes et concertées pour un système de distribution organisé. Dans la plupart des pays africains, les chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie s'intéressent rarement aux aspects de la promotion du commerce intérieur. Enfin, sur le plan institutionnel, les organes chargés de développer le commerce intérieur ne sont pas suffisamment pourvus en cadres et personnel formé.

#### D. Facilités de distribution

31. En ce qui concerne les facilités de stockage, on peut dire que celles qui existent connaissent une défaillance générale. Il arrive effectivement que la production vivrière change d'année en année au gré des conditions climatiques et que des mesures appropriées ne sont pas prises à temps pour éviter des pertes d'excédents de production. En outre le fait que la plupart des installations de stockage sont concentrées en ville, le plus souvent dans la capitale, entraîne des pertes de récoltes faites dans les campagnes fort éloignées des sites de conservation. En outre, les facilités de stockage sont construites souvent par les organismes d'intervention publics qui parfois connaissent des problèmes d'ordre financier. Les greniers collectifs qui sont érigés dans les zones rurales par les paysans conservateurs pour pallier l'insuffisance de l'intervention des pouvoirs publics en la matière ne répondent pas au critère de sécurité souhaitée. Dans les sections précédentes, on a indiqué que les transports routiers constituaient la voie la plus utilisée pour le commerce intérieur, mais on n'a pas relevé les principaux problèmes que pose ce mode de transport. Il sied de souligner que l'état et la structure du réseau routier influent sur l'approvisionnement en biens et services. L'extension du réseau routier exige d'importants investissements financiers qui, dans la quasi-totalité des pays africains ne sauraient être couverts par des moyens locaux du fait que la plupart des fois les efforts sont concentrés sur la réhabilitation et l'entretien périodique et courant de la totalité du réseau existant et sur la viabilisation des routes tracées dans des centres urbains en développement. Il ne résulte un isolement des zones rurales qui handicape le développement du commerce intérieur. En outre, les zones rurales sont inaccessibles du fait de l'impraticabilité des routes dans les saisons de pluies, même en dehors des saisons de pluies, des camions lourds transportant les marchandises rencontrent des difficultés pour accéder à ces zones du fait de l'entretien défectueux des routes de desserte, provoquant ainsi des retards dans l'écoulement des produits agricoles, ce qui signifie une perte d'une partie de la production nationale. Ces difficultés de transport sont à la base des hausses des coûts de transport et, partant, des prix à la consommation et de l'accroissement du nombre d'intermédiaires intervenant dans la distribution des marchandises.

### E. Financement du commerce intérieur

32. Les dépôts des institutions financières officielles du crédit ne sont pas disponibles uniquement pour le développement du secteur rural. En effet, les modalités de prêt, les lourdes garanties exigées ainsi que les formalités administratives requises ne sont pas de nature à attirer les agriculteurs pour le financement de leurs activités : il arrive que ce sont des fonctionnaires ou d'autres petits épargnants qui tirent profit de ces disponibilités de crédit. En outre, la plupart des programmes des banques africaines de développement, qui sont dictés par les bailleurs de fonds ou par les Etats, ne concernent pas nécessairement le développement du secteur rural. Le système bancaire conçu par le colonisateur considère avec réserve le financement de la production vivrière et de la distribution intérieure; la politique de prêt a plutôt pour but de financer les exportations et les importations. Dans ces conditions, l'objectif des banques n'est pas d'obtenir des dépôts du secteur de subsistance ni d'utiliser ces disponibilités pour son développement; il s'est avéré important de créer des banques locales qui seraient plus orientées vers le financement des investissements productifs ruraux et de la distribution des biens ainsi obtenus. Ceci implique une participation effective des paysans dans l'économie monétaire du pays ainsi que des revenus permettant de dégager un surplus à l'épargne.



## CHAPITRE IV

### ROLE DU COMMERCE INTERIEUR DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS AFRICAINS

33. Bien que son développement soit entravé par de nombreux obstacles dont quelques uns viennent d'être mis en exergue dans les sections précédentes, le commerce intérieur n'en demeure pas moins un secteur important des économies africaines. Dans ce chapitre, on mettra brièvement en relief le rôle que le commerce intérieur peut jouer pour le développement économique des pays africains.

#### A. Incidence sur le processus de développement interne

34. L'intérêt de cette section est d'analyser l'apport du commerce intérieur au processus de développement. Le commerce intérieur n'est pas souvent considéré comme secteur vital par les pays africains parce qu'il ne rapporte pas directement de devises, mais que l'on ne perde pas de vue le fait que son développement peut influencer valablement sur le développement économique de plusieurs pays. En effet, de par sa définition, le commerce intérieur d'un pays embrasse l'ensemble des opérations commerciales ayant trait à l'échange des marchandises à l'intérieur d'un territoire donné. C'est dire qu'il intervient depuis le stade de la production jusqu'à celui de la consommation. En d'autres termes, le commerce intérieur joue le rôle de mettre les produits obtenus localement ou importés à la portée des utilisateurs ou consommateurs. Du fait qu'il fournit des débouchés aux produits disponibles sur le territoire national, le commerce intérieur participe à l'accroissement de la production nationale. Il joue un autre rôle, celui de faciliter la distribution du revenu national. Le commerce intérieur influence également sur le processus de développement en procurant des emplois à une partie de la population nationale. Le commerce intérieur bien organisé a également pour effet de réduire les disparités existantes entre les zones urbaines et les zones rurales en attirant des investissements dans les zones enclavées. Cette influence qu'exerce le commerce intérieur sur le processus de développement devrait inciter les pouvoirs publics à accorder plus d'attention à son développement.

#### B. Impact sur le commerce extérieur africain

35. L'organisation actuelle du commerce intérieur en Afrique date de l'ère coloniale et est à l'origine de la faiblesse du commerce intérieur. En effet, au lieu de développer les échanges intérieurs, les puissances ex-colonisatrices ont mis en place un système de production et de distribution visant à satisfaire les besoins des métropoles. Cette situation n'a pas été radicalement changée par les pays africains depuis leur accession à l'indépendance. Pourtant, le développement du commerce intérieur peut intensifier et diversifier la structure et la destination des échanges extérieurs des pays africains. Les exportations des pays africains sont principalement constituées de produits de base; du fait de la non organisation rationnelle du commerce intérieur, les excédents vendables sont en règle générale limités, imprévisibles et

irréguliers; les producteurs ont tendance à ne produire surtout qu'en fonction de leurs propres besoins (subsistance) et ne vendent que très peu. Par opposition à ce qui se fait en faveur des produits d'exportation, l'organisation de la commercialisation interne des produits obtenus localement est loin d'être efficace. La collecte et la distribution organisées peuvent influencer favorablement l'écoulement local et international des produits disponibles sur le plan intérieur. Les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer dans la définition des actions prioritaires visant à développer le commerce intérieur de façon à accroître sa contribution au processus de développement économique interne et à l'essor des échanges extérieurs. C'est dans cette optique que le chapitre suivant essayera d'identifier les schémas alternatifs à mettre en place par les pouvoirs publics en vue du développement du commerce intérieur.

#### A. Cadre juridique : mesures législatives et réglementaires

32. Les propositions formulées à l'annexe 1 ont pour but de fournir un cadre juridique approprié pour l'adoption de mesures législatives et réglementaires destinées à promouvoir le commerce interne. Les mesures proposées visent à créer un environnement favorable au développement économique interne et à l'essor des échanges extérieurs. Les mesures proposées visent à créer un environnement favorable au développement économique interne et à l'essor des échanges extérieurs. Les mesures proposées visent à créer un environnement favorable au développement économique interne et à l'essor des échanges extérieurs.

a) La création d'une institution gouvernementale pour le développement du commerce interne;

b) La réglementation stricte des conditions d'accès à la fonction commerciale, en vue de garantir un niveau de compétence élevé et de promouvoir la transparence et l'efficacité de la distribution des marchandises;

c) La définition claire des fonctions de chaque type d'intermédiaire commercial, de manière à éviter la rationalisation des rôles et à promouvoir la spécialisation et l'efficacité;

#### B. Structures et mécanismes

33. La réorganisation de la structure et des mécanismes du commerce interne doit être basée sur les principes suivants : l'efficacité, la transparence, la spécialisation et la promotion de la concurrence. Les mesures proposées visent à créer un environnement favorable au développement économique interne et à l'essor des échanges extérieurs. Les mesures proposées visent à créer un environnement favorable au développement économique interne et à l'essor des échanges extérieurs. Les mesures proposées visent à créer un environnement favorable au développement économique interne et à l'essor des échanges extérieurs.



## CHAPITRE V

### SCHEMAS ALTERNATIFS POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERIEUR

36. L'élaboration des schémas directeurs pour le développement du commerce intérieur suppose que l'on ait une vue d'ensemble des problèmes qui handicapent l'essor du secteur en question. Le présent chapitre porte donc sur des propositions de solutions qu'incitent les obstacles identifiés précédemment. Les recommandations, qui ne se veulent pas exhaustives, ont trait au cadre juridique, à la structure du commerce intérieur, aux mesures de facilitation et à l'intégration des marchés urbains et ruraux.

#### A. Cadre juridique : mesures législatives et institutionnelles

37. Les propositions à formuler à l'endroit des pouvoirs publics dans ce domaine concernent quelques mesures à adopter afin de supprimer les irrégularités constatées dans ce domaine. Le commerce intérieur ne peut contribuer valablement au développement économique d'un pays que s'il est maîtrisé. Qui dit maîtrise du commerce intérieur dit meilleure organisation des opérateurs commerciaux intervenant dans ce domaine. On a précédemment montré que la structure des opérateurs commerciaux était complexe et que leur rôle n'était pas souvent défini de façon claire par les pouvoirs publics. C'est pourquoi, face à cette situation, il s'avère utile que des mesures à prendre dans ce domaine comprennent :

- a) La création d'une institution gouvernementale, tel un département chargé de promouvoir les échanges intérieurs;
- b) La réglementation stricte de conditions d'accès à la fonction commerciale, surtout au niveau de commerce de gros, ce qui aurait pour avantage de réduire les risques d'interruption de la distribution des marchandises;
- c) La définition claire des fonctions de chaque type d'opérateurs commerciaux, ce qui permettrait la rationalisation des réseaux de distribution, en tenant surtout compte des besoins des populations vivant dans les zones éloignées.

#### B. Structure et mécanisme

38. La réorganisation de la structure et des mécanismes du commerce intérieur devrait permettre d'ajuster l'offre et la demande du marché intérieur. En effet, pour remédier au déséquilibre existant, il s'avère important que les gouvernements africains continuent à adopter des mesures tendant à diversifier la production tant agricole qu'industrielle. Les investissements privés surtout dans les zones rurales devraient être encouragés. Pour dynamiser le secteur rural, il conviendrait de continuer à encourager le regroupement des agriculteurs en coopératives auxquels on octroierait des facilités requises. Il faudrait également que les zones rurales soient industrialisées; il ne s'agirait pas d'implanter de grands complexes industriels mais plutôt d'encourager les investissements privés dans les agro-industries. L'expansion

des agro-industries dans les zones rurales exige des pouvoirs publics une série d'actions dont l'encadrement des investisseurs, l'octroi des crédits d'investissement à des conditions avantageuses, l'adoption des mesures protectrices de ces unités de production etc. Dans les sections précédentes, on a esquissé les principaux problèmes que pose le financement du commerce intérieur. En effet, le développement du commerce intérieur suscite des besoins de financement pour investissement et fonds de roulement. L'absence de banques spécialisées dans le financement du commerce intérieur aggrave la situation. S'agissant donc des mécanismes de financement à mettre en place, il paraît utile d'examiner l'opportunité de créer une banque nationale spécialisée dans le financement du commerce intérieur ou tout au moins renforcer les structures des branches "crédits commerciaux" des institutions financières de développement et des autres banques commerciales opérant dans le pays. Il serait également souhaitable d'accroître l'épargne intérieure, particulièrement dans les zones rurales afin d'augmenter les possibilités d'octroi de crédits.

### C. Facilitation

39. En ce qui concerne l'infrastructure de facilitation, toute proposition d'amélioration de facilitation du commerce intérieur doit aborder le problème de transport étant donné que c'est le mode le plus utilisé dans ce domaine. La solution au problème des transports aurait pour résultat notamment de :

- a) désenclaver les régions isolées en vue d'atteindre les consommateurs éloignés et
- b) diminuer le coût de transport.

Dans cette perspective, il importe de coordonner les objectifs de développement des secteurs productifs de l'économie avec celui des transports; de créer des infrastructures d'intérêt local supplémentaires afin d'assurer l'approvisionnement des populations les plus éloignées des marchés locaux; d'entretenir les réseaux déjà existants et de réglementer les tarifs de façon à sauvegarder les intérêts des utilisateurs et de protéger le consommateur.

40. S'agissant des facilités d'entreposage et de stockage, les installations de stockage et installations frigorifiques sont concentrées dans les agglomérations urbaines, ce qui facilite la distribution des marchandises dans ces centres. Dans les zones rurales, c'est le ramassage et l'entreposage des produits d'exportation qui sont le mieux organisés. Il est donc nécessaire que les gouvernements africains poursuivent leurs efforts en vue de doter les zones rurales des facilités de conservation de produits. Il sied d'assurer une coordination de la politique tendant à accroître la production, à désenclaver les régions rurales avec celle d'investissement en installation de stockage en veillant à ce que les produits périssables soient évacués sans perte.



D. Intégration des marchés urbains et ruraux

41.. Dans ce domaine, l'action des pouvoirs publics devrait être axée essentiellement vers l'élaboration des politiques de prix justes et rémunérateurs des produits obtenus localement afin d'accroître les revenus et le pouvoir d'achat des cultivateurs et d'équilibrer autant que faire se peut les termes de l'échange internes. Cette politique suppose la fixation et le renforcement du contrôle des prix des produits manufacturés et/ou importés à tous les stades de distribution. La réglementation des marges bénéficiaires doit tenir compte à la fois de l'intérêt du consommateur et de la rémunération juste de la fonction de distribution afin d'éviter toute rupture du réseau de distribution qui serait préjudiciable au consommateur. Ces actions seraient également soutenues par l'accroissement d'infrastructures en direction des zones rurales.

## PRINCIPALES CONCLUSIONS

42. Le dualisme des économies africaines amène le gros de la population rurale à cultiver des produits de subsistance et à pratiquer, éventuellement des opérations de troc. Le secteur-échange de l'économie rurale est essentiellement orienté vers la culture et l'exportation de produits en direction des puissances ex-colonisatrices. En fait, de grandes entreprises étrangères continuent à dominer les secteurs vitaux de l'économie des pays africains, à savoir l'agriculture, l'industrie et les mines. Même le secteur tertiaire (banques et commerce) est maîtrisé par ces mêmes agents économiques. On a constaté que peu d'attention a été portée au développement du commerce intérieur. L'offre de produits destinés aux échanges intérieurs ne satisfait pas la demande intérieure. D'importantes importations, surtout de denrées alimentaires, viennent suppléer à cette carence. L'organisation de la distribution est inadéquate. En effet, celle-ci, concentrée et mieux organisée dans les centres urbains, est contrôlée par des opérateurs commerciaux d'origine étrangère. Les hommes d'affaires autochtones se sont orientés vers des activités marginales de l'économie nationale : incapables de réaliser des investissements importants, ils sont exclus de l'industrie et se contentent de l'entreprise purement commerciale et sont en outre concurrencés par les étrangers qui, en fait, faut-il le souligner, continuent à détenir des monopoles de fait, dans l'importation particulièrement. En outre, ils jouissent facilement de larges facilités bancaires. En dépit de la création d'institutions financières nationales, le secteur de crédit aux cultivateurs et aux petits commerçants demeure inadéquat. D'autres obstacles s'opposent à l'essor du commerce intérieur en Afrique; c'est le cas de l'absence d'un réseau routier propre aux échanges intérieurs surtout dans les zones rurales, le plus souvent éloignées des agglomérations urbaines, le manque de facilités d'entreposage et de conservation dans les zones rurales et l'insuffisance de mesures d'appui gouvernementales au développement du commerce rural. Toutes ces entraves ont été examinés dans les parties principales de l'étude et ont conduit à la formulation de propositions d'amélioration des schémas actuels du commerce intérieur. Un accent particulier a été mis sur le rôle des pouvoirs publics dans l'amélioration des conditions dans lesquelles se fait le commerce intérieur. Cette série de mesures proposées vise en fait l'objectif principal de faire participer davantage le commerce intérieur au processus de développement socio-économique du continent.